

AMNISTIE INTERNATIONALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

AI Index: AFR.17/006/2002 (Document Publique)
Nr du Service de Presse : 124
17 juillet 2002

Cameroun: Affaire des 9 "disparus" de Douala: A quand le jugement des responsables?

Un tribunal militaire a rendu son verdict le 9 juillet dans l'affaire des neuf adolescents "disparus" qui avaient été arrêtés le 23 janvier 2001 après avoir été suspectés du vol d'une bouteille de gaz d'un voisin dans le quartier de Bépanda Omnisports de Douala.

Chia Efficence, Kuete Jean Charly, Ngouoffo Frédéric, Kouatou Charles Ruben, Kuete Fabrice, Etaha Marc, Kouatou Elysée Herbert, Tchiwan Jean Roger et Chia Nain ont "disparu" quelques jours après leur arrestation alors qu'ils étaient en garde à vue et n'ont pas été revus depuis.

Les gendarmes Ousmanou Bobbo, Pascal Yéré mou Nyamsi, Jean Jacques Abah Ndzengue Urbain, Appolinaire Onana Ambassa, Nicolas Oyong Taku, Anadjo Adroumpai, Luc Evoundou and Samuel Houag comparaissent pour "assassinat, torture, corruption, violation des consignes et complicité des même faits". "Violation de consignes" et "complicité de violation de consignes" ont été les seuls chefs d'accusation retenus contre le Colonel Bobbo Ousmanou et le Capitaine Jean-Jacques Abah Ndzengue Urbain. Les six autres accusés ont été relaxés.

Dans une lettre au Ministre de la Justice, Amnesty International a regretté que les responsables de la "disparition" des neuf de Douala n'aient toujours pas été trouvés et traduits en justice. L'organisation demande aux autorités d'assurer la sécurité des familles et de leurs conseils qui ont exprimé l'intention d'interjeter appel contre la décision du tribunal militaire.

"Il est de la responsabilité de l'Etat de répondre de leur sort et de garantir que les responsables des "disparitions" seront traduits en justice," a rappelé Amnesty International.

Impunité pour le Commandement opérationnel

Amnesty International a rappelé l'existence de nombreux rapports et témoignages qui laissent penser que les neuf adolescents ont en fait été exécutés extrajudiciairement par le Commandement opérationnel. Ce groupe de militaires et gendarmes avait été créé en février 2000 pour lutter contre une forte augmentation du grand banditisme à Douala et à Yaoundé.

Mais le groupe a été accusé d'être responsable d'un grand nombre d'exécutions extrajudiciaires après avoir conduit ce qui semble être dans la plupart des cas des rafles arbitraires de personnes suspectées de crimes. Le Commandement opérationnel a aussi été accusé de passage à tabac, viols et autres formes de traitements inhumains et dégradants de suspects.

Amnesty International en appelle au gouvernement camerounais à ne pas tolérer que ces crimes restent impunis et à donner l'assurance que les responsables de la "disparition" des neuf

adolescents de Douala soient traduits en justice.

"Les autorités camerounaises doivent ouvrir une enquête publique, exhaustive, indépendante et impartiale sur les allégations de violations des droits humains commises par les forces de sécurité, en particulier par le Commandement opérationnel depuis deux ans," a ajouté Amnesty International.

Les responsables de ces violations doivent être jugés dans le respect des normes internationales régissant les procès équitables. Amnesty International rappelle également que "tant que ces allégations ne feraient pas l'objet d'enquêtes appropriées, l'ombre de l'impunité planerait sur les violations répétées commises par les forces de sécurité au Cameroun".

Amnesty International a régulièrement documenté des cas de tortures et mauvais traitements au Cameroun. L'organisation a maintes fois soulevé ses préoccupations sur les exécutions extrajudiciaires perpétrées par le Commandement opérationnel ainsi que par la Brigade antigang lors d'opérations de sécurité menées dans le nord du pays depuis 1998 pour combattre les vols à main armée.

Vous pouvez également contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, UK, on +44 20 7413 5566. Amnesty International, 1 Easton St., WC1X 0DW. web: <http://www.amnesty.org>

For latest human rights news view <http://news.amnesty.org>